

Tribune

Sommet de la Francophonie: l'impérialisme français

1. A quoi sert un Sommet de la Francophonie?

La question n'est pas inutile. Personne, cependant, n'ose la poser. On nous dit que c'est une réunion des peuples qui parlent français. On nous dit que le Sommet traitera de la coopération entre pays francophones.

Balivernes!

Voyons d'abord les aspects révoltants de ce Sommet.

(i) Le Grand Maître des cérémonies est l'Etat français. On a déjà justifié son rôle par l'argument culturel et par le fait que c'est lui qui finance la tenue du Sommet.

Ce rôle que l'on donne à l'Etat français vient légitimer une histoire qui est, pour l'essentiel, celle du colonialisme français. Ce qui est encore plus inacceptable c'est qu'il affirme, sur le plan international, la soumission d'un certain nombre d'Etats du tiers-monde à l'impérialisme français à travers la francophonie.

Ce Sommet sert PRINCIPALEMENT les intérêts de l'Etat français.

Il est aussi important pour nous de ne pas garder le silence quand certains de nos dirigeants dans le tiers-monde "francophone" font passer l'Etat français pour ce qu'il n'est pas: un Etat vertueux qui dispense le savoir universel dans le seul but de promouvoir le développement, la démocratie et le bonheur des peuples qui sont "sous sa protection".

Le PMT dénonce l'Etat français pour ce qu'il est: Un Etat colonisateur et impérialiste.

(ii) Plusieurs dictateurs seront présents ou seront représentés à la "Grande Fête". Faut-il les accueillir à bras ouverts ou les dénoncer? D'abord ceux d'entre eux qui sont des véritables valets de l'Etat français. Mais surtout ceux d'entre eux (Eyadema, Mobutu, Bya, entre autres) qui se maintiennent au pouvoir par la répression et la dictature. Dans certains cas sous la protection militaire française.

A bien des égards le Sommet de la Francophonie ressemble à celui de l'OCAM de 1973. Combien de fois avons-nous regretté d'avoir accueilli Bokassa ou Amin Dada. Faut-il permettre que l'histoire se répète?

Le PMT dénonce tous les dictateurs qui sont présents ou qui se sont faits représenter.

(iii) Le sommet de la Francophonie réunit les Etats riches et les pays pauvres.

Il est évident que le Sommet justifiera des dépenses somptueuses sans aucune relation avec le développement des pays du tiers-monde conviés à la "Grande Fête". Boire et manger est une pratique que l'Etat français sait encourager chez nos dirigeants.

Pendant la tenue du Sommet, on essaiera de faire oublier l'état de situation dans plusieurs de ces pays.

Pouvons-nous, par notre silence, permettre que les grands diners et les lieux d'artifices de la fête francophone cachent la misère qui sévit dans le tiers-monde? Dans les pays "francophones" d'Afrique en particulier.

2. L'Etat français a-t-il changé de politique?

Ramener le débat à l'histoire du colonialisme français provoquera la réaction de certains francophones. Qu'il en soit ainsi. Mais qu'ils ne viennent pas nous dire que "c'est du passé". La politique française est autant réactionnaire aujourd'hui qu'elle l'était dans le passé.

La fête francophone n'est pas suffisante pour nous faire oublier que c'est en France — comme dans les autres grandes puissances industrielles — que se forge le "nouvel ordre mondial", construit sur la pauvreté, les inégalités sociales grandissantes et les plans d'ajustements structurels de la BM et du FMI.

C'est aussi à Paris que s'orchestrent aujourd'hui des politiques répressives et racistes contre les immigrés du tiers-monde. C'est toujours à Paris qu'ont été établies des politiques plus que conciliantes envers les dictateurs au Togo, au Zaïre et au Cameroun.

C'est là bas que c'était co-décidée la guerre contre l'Irak. Guerre qui n'avait rien à voir avec la défense de la démocratie comme chacun a pu le constater ensuite.

Nous ne pouvons non plus éviter de mentionner que ce sont les troupes françaises qui quadrillent la région, que l'Etat français fait la pluie et le beau temps aux Comores et maintient la Réunion dans un état de colonie avec son lot de misère et de chômage: que c'est aussi l'impérialisme français, qui, en collusion, les capitalistes sud-africains cherche à "réorganiser" notre région et à mettre en valeur ses investissements: que contre les lois et l'opinion internationale, l'Etat français maintient son contrôle sur Mayotte et Tromelin...

Il faut rendre son vrai visage à l'Etat français pour s'interroger ensuite sur les motivations réelles des institutions de la francophonie.

3. Quelle est la situation en France?

Pour beaucoup d'intellectuels français la "bataille de la francophonie" paraît se réduire à une défense de la langue française... en France.

Nous aussi nous combattons ceux qui pensent qu'un peuple doit se faire dérober sa culture et sa langue par l'entremise des mécanismes économiques dominants.

Si les intellectuels français pensent que le français est en crise sous la pression d'autres langues internationales, libre à eux de défendre de manière aussi progressiste qu'ils le peuvent, la culture de leur pays. Il faut pour cela qu'ils respectent la culture des peuples du tiers-monde et des immigrés et travailleurs installés en France.

Quel est le bien-fondé de l'introduction récente dans la constitution française d'une clause faisant du français "la langue de la République". Est-ce que cela veut dire qu'en tout état de cause les jeunes immigrés n'auront jamais le droit d'accéder à la scolarisation par le bilinguisme: apprentissage du français et usage de leur langue d'origine? Mais le problème est infiniment plus sérieux dès que l'on sort de l'hexagone français que ce soit en Afrique, dans les colonies françaises ou dans des pays comme le nôtre.

Cureuse conception de l'universel qui conduira, par ailleurs, à l'extension de l'échec chez les jeunes.

4. La langue française est-elle un instrument de l'impérialisme français?

Ecartons immédiatement une mauvaise polémique. Nous sommes pour une société où les cultures se croisent et se mélangent. Et nous sommes en faveur d'un monde

où l'on communique plus aisément grâce à la connaissance de plusieurs langues. A l'époque où se développent à nouveau les pires préjugés nationalistes, ethniques ou communalistes, ce n'est pas nous, internationalistes convaincus, qu'il faut accuser d'obscurantisme.

Ce que nous condamnons, c'est l'obsession de l'hégémonie linguistique et culturelle en tant qu'instrument d'une hégémonie économique.

Nous avons pris connaissance du "Rapport Renouvin", établi par le Conseil Economique et Social de l'Etat français. Ecrit en mars 1989, ce document sur la francophonie s'intitule "Utilité économique et commerciale de la langue française".

Parmi les préoccupations de ce document officiel, figure notamment le développement de ce que l'on appelle les "industries de la langue", comme par exemple les marches de traduction, les médias comme RFO ou Radio France Internationale, le commerce des programmes de télévision, l'édition de livres etc.

Il y a aussi ce que le rapport dénomme "les enjeux commerciaux de la terminologie". C'est d'ailleurs sans complexe que tout cela est exposé: "Une stratégie commerciale tournée vers le monde extérieur a donc tout avantage à intégrer ses projets et ses techniques de vente dans une analyse aussi précise que possible des structures sociales et des mentalités et de la culture du pays visé, sans oublier que les mots et la langue qui seront employés pour la communication expriment une mémoire historique, évoquent des mythes, font naître des images, réveillent des nostalgies et suscitent des désirs qui peuvent exercer une influence importante sur la décision d'achat d'un objet ou la conclusion d'un marché".

Hé oui! "susciter des désirs" et "évoquer des mythes": peut-on être plus clair?

Et plus loin dans le texte: "La négociation commerciale est, elle aussi, une relation ritualisée, de façon différente selon les pays. Si elles ne sont pas toujours déterminantes, les affinités linguistiques rendent cette négociation plus directe et plus facile et présentent l'avantage d'inscrire l'échange des biens dans un référent culturel commun".

Cela porte un nom: la manipulation.

Cette perversion de l'échange culturel aboutit aussi aux pires formes d'oppression. Les dégâts en Afrique noire de cette pression francophone sont assez facilement perceptibles: retard ou absence de transcription des langues locales, absence ou mépris pour la scolarisation des langues locales, usage de français comme mesure-étalon de la réussite sociale possible, maintien d'une forte communauté française dans les rouages politiques, industriels et universitaires, dépendance commerciale et technologique imposée par l'usage de la langue etc... Il s'agit donc bien d'un impérialisme culturel lié à des intérêts économiques précis.

5. La concurrence

On retrouve plus au moins cette attitude de la part de tous les vieux impérialismes. Londres fait pratiquement la même chose avec l'anglais et Lisbonne avec le Portugais.

La vanité de la culture française est toutefois un trait caractéristique de la politique parisienne: les intellectuels qui veulent défendre, en France, l'usage du français face à la pression de l'anglais oublient de s'interroger sur le rôle oppressif du français dans les pays tiers.

Il n'empêche que tout ce beau monde se livre à une étrange concurrence, prouvant par là-même que leur propre culture est devenue une marchandise sur le marché capitaliste. Chaque ambassade est chargée de gagner des parts du marché culturel à coup de subventions, de festivals ou de "journées culturelles".

Voilà comment sont les choses en système capitaliste: la langue et la culture deviennent des enjeux de la concurrence marchande.

6. Vins français et petits gâteaux

Le PMT existe parce que ses militants et militantes savent, notamment, que le capitalisme n'est pas capable de promouvoir la pluralité culturelle et de permettre à chaque être humain d'accéder à la connaissance et à la démocratie sociale.

Les instruments francophones vendent du français comme d'autres vendent des chars, des fusils ou du vin de Bordeaux.

Le sommet qui se tient chez nous permet à toutes les cliques politiciennes d'aller faire la fête et de défendre les intérêts français dans notre région.

Majorité et opposition sont là, côte-à-côte, se mélangent et cherchent quelques complaisances des "maîtres de français". Ils y côtoient aussi ministres et chefs d'Etats dont on sait le grand bien que le français a fait à leur "démocratie": le Gabon, le Zaïre, Centrafrique, Djibouti, Rwanda, Togo... sans parler du gouvernement québécois qui ne sait toujours pas comment faire taire les revendications de ces centaines de peuples indiens que le génocide colonial a épargnés.

Le gouvernement mauricien reçoit la fine fleur de l'impérialisme français et du totalitarisme africain. Tout cela grâce à la francophonie. On a finalement les amis que l'on mérite.

7. La pratique: à chacun sa famille

En réalité, contrairement à tout ce qui se dit, il n'y a pas de "communauté" francophone, librement choisie par les peuples et a fortiori égalitaire. A l'inverse de ce qui se proclame du haut des tribunes, il n'y a pas "une grande famille" du français.

Tout nous sépare des ministres français, de leurs cousins capitalistes et de leurs amis dictateurs.

Nous n'appartenons pas à cette famille. La nôtre rassemble tout aussi bien l'ouvrier de Bombay, le mineur de Soweto, les travailleurs "étrangers" de Chine, de Bangladesh de Malaisie... Dans les autres pays développés, notre famille englobe l'intellectuel militant anglais comme le travailleur français.

Aucun de nous ne parle la même langue, mais nous souhaitons déjà nous comprendre par nos luttes et nos espoirs communs...

Un jour viendra où nous nous parlerons librement en apprenant des autres, au gré de nos désirs et de notre libre choix intellectuel: sans hiérarchie, ni oppression. Sans paternalisme, ni conférence de la francophonie.

1er octobre 1993

Parti Militant Travayer